

François Bayrou : "Il faudra dans quelques années le double des impôts des Français pour payer les intérêts de la dette !"

Mouvement Démocrate

François Bayrou était l'invité ce jeudi 11 février de Jean-Michel Apathie sur RTL. Il est intervenu notamment sur la situation de la dette en France comparée à celle de la Grèce, et sur les élections régionales.

Jean-Michel Apathie : Bonjour, François Bayrou.

François Bayrou : Bonjour.

Jean-Michel Apathie : Faut-il aider la Grèce ?

François Bayrou : Il faut aider la Grèce sans qu'il y ait la moindre fissure entre la Grèce et les autres Etats de la zone Euro et à l'intérieur de la zone Euro. (Lire la suite)

Jean-Michel Apathie : Avons-nous les moyens d'aider la Grèce ?

François Bayrou : Il faut qu'il y ait une aide communautaire... Il y a des moments où la question, ce n'est plus : avons-nous les moyens ?

On ne les a pas. Il va falloir les aider quand même.

Il faut prendre les moyens, il faut que la solidarité à l'intérieur de la zone Euro ne laisse pas place à la moindre fissure, autrement nous le paierons très, très, très cher et très, très longtemps.

Alors, comment on peut les aider ? Il faut leur prêter de l'argent ? Il faut se porter caution de leurs emprunts ? On n'est pourtant pas dans une situation financière qui nous permet de le faire ?

Oui, oui. Il faut se porter caution. Il faut que l'Europe agisse en tant que une unité, pas en tant qu'une collection de pays. On ne demande pas à la France, à l'Allemagne de se porter caution contrairement (en tout cas, moi) à ce qu'un certain nombre d'esprits avance. Il ne s'agit pas, pour moi en tout cas, il ne doit pas s'agir d'une aide bilatérale comme on dit, c'est-à-dire d'un pays à la Grèce, de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre, de je ne sais qui à la Grèce. Il faut que ce soit une action commune de l'Union européenne. A ce prix, elle existera ; et à ce prix, elle sauvera, je crois, sa monnaie, son unité et son avenir.

La Grèce est endettée ; d'autres pays le sont : la France.

La France l'est énormément...

Est-ce qu'on pourrait connaître dans un horizon rapproché les problèmes que connaît la Grèce ?

Eh bien, je réponds oui avec gravité, avec inquiétude, je réponds oui.

Et on vous reproche le fait que vous avez dit oui.

On me l'a reproché. Un dirigeant socialiste, hier, a dit que c'était impossible. Je crois le contraire. Je crois le contraire et le rapport de la Cour des Comptes qui vient de sortir, cette semaine, devrait alerter tous les esprits. Qu'est-ce que dit la Cour des Comptes ? Elle dit : "La Dette est hors de contrôle à partir du moment où on est obligé d'emprunter pour payer les intérêts".

La dette française.

La dette française, la dette de la France. Et la Cour des Comptes avance un chiffre qu'il faut qu'on retienne. L'impôt sur le revenu des Français, ça rapporte à peu près la totalité - additionnée -, ça rapporte à peu près 40 milliards d'euros. A l'heure actuelle, la charge des intérêts, c'est la même somme : 40 milliards d'euros. La Cour des Comptes dit : "D'ici deux à trois ans, on peut être non plus à 40 milliards mais à 90 milliards d'euros pour payer les intérêts de la dette". Ca signifie qu'il faudrait le double de l'impôt sur le revenu des Français. Est-ce que vous imaginez ce que ce prélèvement représente sur la vitalité du pays et sur son travail ? Et donc, les responsables politiques, en France, qui adoptent l'attitude qui était celle des responsables politiques grecs, il y a encore trois mois ou quatre mois, en disant que ce n'était pas grave, que ça s'arrangerait, ceux-là, à mon sens, ne rendent pas service au pays.

Le ministre du Budget, Eric Woerth, sera à votre place demain matin. Et justement, il sera confronté à ce que dit la Cour des Comptes au sujet de la dette française. Vous avez été ministre de l'Education, François Bayrou...

Oui.

Et vous devez regarder avec attention ce qui se passe au lycée Adolphe-Chérioux de Vitry-sur-Seine. Les enseignants, depuis une semaine, refusent de reprendre les cours après l'agression dont a été victime un élève dans l'enceinte même de l'établissement. Ils veulent davantage de surveillants. Le ministère, pour l'instant, refuse de leur donner davantage de surveillants. On imagine que c'est une revendication qu'il faut satisfaire et en même temps, il y a les contraintes que vous disiez de dettes, de dépenses publiques qui, peut-être rendent difficiles ?

Eh bien, je crois qu'il faut déconnecter les choses et trouver des solutions nouvelles en disant une chose. La première, et avant tout, un pays qui n'est pas capable d'imposer l'ordre, le respect, la bienveillance dans les cours de récréation de ses collèges et de ses lycées, qu'on ne nous raconte pas qui va mettre de l'ordre dans les paradis fiscaux ou faire la guerre en Afghanistan ?

Il n'y a pas de lien entre les choses.

Il y a un lien absolu entre les choses. Un pays qui se décompose dans ses établissements scolaires est un pays en danger. C'est la situation, aujourd'hui. Est-ce que vous savez qu'il y a des jeunes femmes professeurs qui sont obligées de fermer à clef la porte de leur salle, pour faire cours ?

Bien sûr, on le sait.

Non mais, ne disons pas : "On le sait !"

On le sait. On le dit.

Disons : "Ceci est inacceptable et..."

On a fait témoigner des professeurs qui l'ont raconté sur cette antenne.

C'est bien mais ça ne suffit pas.

On fait ce qu'on peut...

Jean-Michel Apathie, ça ne suffit pas. Ceci est inacceptable et nous ne l'accepterons pas. Le redressement de la France qui est devant nous comme une tâche immense, ce redressement il commence à l'école autant que dans les finances publiques, autant que dans le travail. Et ces trois choses-là sont intimement et nécessairement liées. Alors, vous allez me dire : qu'est-ce qu'on peut faire ?

Non, je n'allais pas vous dire ça, j'allais vous dire : s'il faut embaucher encore des gens alors qu'on vient de dire que la dette publique risque de faire beaucoup de mal, c'est difficile.

Non, je propose d'autres idées. Le lycée Adolphe-Chérioux, qu'est-ce que c'est ? Parce qu'au fond, on en parle, mais on n'a pas discuté. Je suis laissé aller discuter avec les enseignants. Qu'est-ce que c'est ? C'est six bâtiments dont tous ne sont pas affectés à l'école, au lycée. Six bâtiments dans 36 hectares. Voyez ce que c'est, 36 hectares ! C'est donc, en réalité, ouvert à tous les vents. Et pour ces 1.500 élèves puisqu'il y a 1.500 élèves, il y a onze surveillants et qui, évidemment, ne travaillent pas tout le temps. Est-ce que vous croyez que c'est viable ? Est-ce que vous croyez qu'on peut faire cours, surveiller les élèves ? Et donc je dis : il faut des adultes. Quels adultes ? Eh bien écoutez, il y a des millions d'étudiants en France qui cherchent une ressource, une subsistance pour pouvoir continuer leurs études.

C'est ça le statut des surveillants. Ce sont des étudiants qui sont embauchés temporairement dans l'Education nationale.

Bon. Eh bien, en tout cas, il faut rénover, créer un statut de surveillant nouveau qui soit capable, y compris avec une formation à l'éducation d'éducateur, au sens éducateur du terme, il faut qu'on place, qu'on remette des adultes dans la surveillance, dans la compréhension, dans la présence auprès des élèves pour que ces choses changent.

Deuxièmement, et c'est une chose importante aussi. Il faut des établissements plus petits. Je suis un défenseur de l'idée de sanctuarisation, c'est-à-dire de l'idée d'établissements fermés qui puissent sur eux-mêmes, trouver une vie interne sans qu'elle soit constamment perturbée par l'extérieur. Et ces deux choses-là, établissement de taille humaine et présence de personnels adultes, sont à portée de la main sans qu'il soit besoin de dépenser des fortunes.

Donc, les enseignants d'Adolphe-Chérioux manifestent aujourd'hui ; et on suit, bien évidemment, à RTL cette question. À côté de ces grands problèmes, les élections régionales paraissent moins importantes, mais enfin...

Elles le sont, elles le sont.

"Le Figaro", page 4 : "François Bayrou redoute une débâcle du MoDem aux Régionales". Vous redoutez, c'est vrai ?

Non, parce que la seule chose à laquelle un dirigeant quel qu'il soit, politique ou d'entreprise, ou chef de famille, enfin tous ceux qui ont une responsabilité, la seule chose qui lui soit évidemment interdite, c'est de redouter quelque chose.

Oui mais là, on dit que l'échelle peut vous tomber sur la tête !

Oui, mais tout ceci est spéculation à l'avance. Je vais vous dire. Les régions, c'est très important parce que ça devrait s'occuper de la vie quotidienne des gens et ça ne s'en occupe pas assez. On vient de parler des lycées, à l'instant.

Oui, les lycées c'est la charge des régions.

C'est eux qui ont construit ces bâtiments sans défense, sans clôture, c'est les régions qui les ont faits.

Ouverts sur la société, c'était ça qu'on voulait faire à l'époque, oui !

Oui, eh bien vous vous souvenez qu'il y a une grande polémique sur ce sujet quand j'ai proposé la sanctuarisation des établissements.

Je ne m'en souviens pas.

Et on voit aujourd'hui qui avait raison lorsque j'ai proposé cette idée. Eh bien, c'est la charge des régions. Pourquoi est-ce que les citoyens ne pèsent pas par leurs élus sur ces élections régionales...

Eh bien, ils vont voter. Ils vont choisir.

... qui sont leurs élections de proximité.

Et on dit qu'ils n'ont pas choisi le MoDem.

Oui.

On verra ! On va attendre.

Ne dites pas trop à l'avance...

C'est ça.

On est obligé de penser que ceux qui proposent des idées nouvelles et des visages nouveaux, quelque chose va faire que les électeurs, en tout cas, s'y reconnaissent parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans la vie politique actuelle, et donc c'est le 14 et le 21 mars.

D'accord. A votre place, la semaine dernière, était assis Dominique Strauss-Kahn, et il a fait un pas vers 2012. Comment vous regardez ça ? Avec attention ? Vous avez dû, tiens vous dire, "tiens!". Qu'est-ce que vous avez pensé de ça ?

Eh bien, écoutez, je sais bien que ça n'est pas votre cas. Mais je vais vous dire simplement les choses. Et s'il vous plaît pour une fois, croyez-moi ! 2012 n'est pas notre horizon aujourd'hui.

Pas notre, mais votre.

Non. Il va se passer des choses, selon moi, suffisamment lourdes, suffisamment graves dans l'obligation de redressement du pays pour qu'on ne soit pas, aujourd'hui, à des spéculations électorales. On verra bien...

Pas une élection présidentielle anticipée, François Bayrou. Vous ne pensez pas à ça ?

Non, je ne pense pas à ça. Je pense à des événements graves. Nous venons d'en évoquer quelques-uns.

François Bayrou - qui n'y pense pas, mais qui en parle ! - était l'invité de RTL ce matin.

Non. Vous êtes gonflé ! Jean-Michel Aphantie.

Vincent Parizot : C'est vous qui en avez parlé Jean-Michel !

Vous devez retirer...

Je retire. Mais c'était bien François Bayrou, sur RTL, ce matin.